

Motion des représentants des enseignants (Liste FSU) au Conseil d'Administration du Lycée Paul Duez

Les enseignants FSU élus au conseil d'administration déplorent les conditions dans lesquelles s'effectue à nouveau, cette année, la préparation de la rentrée 2012. En effet, alors que depuis plusieurs années, l'Académie de Lille a subi de très nombreuses suppressions d'emplois (plus de 10 000 postes depuis 1998), ce sont à nouveau l'équivalent de 589 postes d'enseignants dans le second degré qui seront supprimés à la rentrée prochaine, 32 postes chez les administratifs et 399 dans le primaire. Ces suppressions, 14 000 au niveau national, s'inscrivent dans le cadre de la révision générale des politiques publiques et de la volonté gouvernementale de supprimer 100 000 postes de fonctionnaires en 5 ans.

Cette politique nous semble inadaptée et dangereuse dans un contexte social et économique difficile : l'Etat devrait montrer l'exemple en investissant massivement dans la formation de sa jeunesse pour mieux préparer les défis de l'avenir.

Ces choix nous semblent incompatibles avec l'acte éducatif et le développement de primes pour les Recteurs et désormais pour les chefs d'établissement une véritable provocation contre les personnels qui sur le terrain constatent tous les jours les effets néfastes de la politique actuellement suivie par le ministère.

Ce choix de restriction des moyens humains met clairement en péril les missions du service public d'éducation nationale. Il s'agit bien d'un démantèlement progressif du service public d'Education nationale que nous ne pouvons accepter :

- réduction de l'offre de formation
- montée des effectifs par classe
- emplois du temps complexifiés, heures de présence dans l'établissement des enseignants multipliées au détriment de temps de préparation des cours
- alourdissement des charges de travail par explosion des heures supplémentaires au détriment du suivi des élèves et de la qualité des cours dispensés
- disparition annoncée des Conseillers d'orientation psychologues, - conditions dramatiques dans lesquelles s'effectue la formation des jeunes collègues, ce qui provoque un effondrement du nombre de candidats au concours.
- fermeture, fusion d'établissements programmés
- négation des spécialités disciplinaires et de la valeur des concours
- suppression massives de postes, disparition de personnels en contrat aidés qui remplissaient des charges importantes
- menace contre les options au nom de la « rentabilité » alors qu'elles sont une source d'épanouissement pour les élèves et un moyen d'attractivité pour les établissements.
- réforme du lycée qui dégrade les conditions d'enseignement sans régler les problèmes du second degré, organisant une déréglementation, une mise en concurrence des disciplines et une gestion locale qui mettent en péril l'unité d'un service public d'éducation sur le territoire,
- supports de postes de stagiaires bloqués et suppression des postes de titulaires souvent depuis de nombreuses années dans les établissements

La répartition des moyens horaires pour la rentrée prochaine dans notre établissement s'inscrit dans ce contexte et intègre la réforme du lycée qui entre dans sa dernière phase (avec l'application en terminales) en facilitant les suppressions de postes. Disparition de grilles nationales fixant les dédoublements, mise en concurrence des disciplines, baisse du nombre d'heures de cours : un bachelier en 2013 aura ainsi eu 100 heures de moins de français sur sa scolarité de lycée, 144h de sciences en moins s'il est bachelier S, 90 heures de SES en moins s'il est en ES... et ce n'est pas l'accompagnement personnalisé qui permettra de compenser ces heures d'enseignements disciplinaires qui, à nos yeux, sont les seules à pouvoir permettre un véritable apport de connaissances base d'une formation de qualité.

Nous tenons d'abord à souligner les efforts de la direction du lycée pour nous présenter une préparation de rentrée précise et claire. Nous nous félicitons de la préservation de la carte des options, d'une structure qui continue de tenir compte des différentes séries de bac et du climat de dialogue qui a pu s'instaurer. Nous avons noté également les efforts réalisés pour tenter de sauvegarder le poste de physique appliquée et de STI.

Pour autant, la dotation allouée par le Rectorat ne peut nous satisfaire : moins 71 heures postes pour des effectifs prévisionnels de 17 élèves en plus. Nous contestons également les effectifs prévus dans plusieurs classes de terminales (ES par exemple) ou deuxième année de BTS (CGO par exemple) dont nous savons pertinemment qu'ils sont minorés volontairement et seront largement dépassés à la rentrée prochaine. Cela se traduira par des effectifs plus chargés en moyenne et cela implique de faire des choix qui seront forcément non satisfaisants.

Nous déplorons la multiplication des heures supplémentaires par discipline qui se traduira par des charges de travail alourdies, par un moindre suivi possible par chaque enseignant de ses élèves, par la multiplication du nombre de classes ou de groupes par professeur. Le simple nombre d'heures supplémentaires prévues devant élèves à la rentrée 2012 équivaut à la création possible de 7 postes.

Au contraire, ce sont deux suppressions de postes qui sont prévues : l'une en mathématiques qui tient compte d'un départ en retraite, laisse une situation très tendue dans la discipline avec près de 4 heures sup en moyenne par collègue.

L'autre en anglais repose sur un choix avec lequel nous sommes en désaccord : nous ne pouvons que déplorer en effet le sort fait aux langues vivantes et en particulier à l'anglais qui voit en seconde son nombre de groupes passer de 14 à 11 groupes : comment envisager dans de bonnes conditions la prise de parole par les élèves, le suivi individualisé dans des groupes qui dépasseront les 32 élèves. De même en espagnol, le nombre de groupes est réduit en seconde impliquant là aussi une montée des effectifs.

Avec la disparition de complément de service reçus en SVT et en Histoire géographie, ce sont autant d'adultes qui disparaissent de l'établissement, autant d'enseignants en moins pour encadrer plus d'élèves.

De plus, de manière quasi systématique les professeurs se retrouvent devant un non choix qui ne peut qu'entraîner amertume et colère : afin de pouvoir travailler dans de bonnes conditions avec les élèves, dans des groupes à effectif restreints, faute de dédoublements, il faut forcément se résoudre à accepter des heures supplémentaires dans des volumes qui ne peuvent qu'avoir des conséquences néfastes sur la qualité de l'enseignement dispensé. L'accompagnement personnalisé ou les TPE risquent également d'être effectués en Heures supplémentaires alors qu'il s'agit d'activités régulières inscrites à l'emploi du temps des élèves sur l'année.

Charges de travail alourdies d'un côté, de l'autre, des collègues TZR qui ne pourront obtenir de postes fixes après plusieurs années d'attente, des étudiants qui ne seront pas recrutés contribuant au vieillissement du corps professoral. Sans oublier une collègue d'anglais qui se retrouve dans l'instabilité perdant son poste fixe dans un contexte de suppressions nombreuses.

Nous regrettons également dans cette préparation de rentrée :

- la réduction à 3 groupes d'enseignement d'exploration de santé social (au lieu de 4 cette année), ces enseignements étant un des éléments d'attraction vers notre établissement, pérennisant le vivier vers les filières ST2S mais contribuant aussi à alimenter les filières S et ES.

- la situation faite au latin et au grec, une des spécificités de notre lycée qui prévoit un regroupement peu opportun au niveau pédagogique entre les élèves de 2de, de 1^{ère} et de terminales ;

- un accompagnement personnalisé réalisé en demi-groupe et non plus en un tiers de classe,
- une réduction des heures consacrées à l'encadrement des TPE réduisant du même coup, le choix de sujets pour les élèves préparant ce qui constitue leur première épreuve de baccalauréat,

- la disparition de l'Accompagnement personnalisé - Professeur principal qui était un espace permettant un suivi plus efficient des différents projets d'orientation élèves et contribuait à dynamiser les classes.

Nous sommes également inquiets quant à la dotation à venir en postes de CPE, d'assistants d'éducation, en agents administratifs et de service. La situation de notre CDI reste sujette à inquiétude tant qu'un

collègue titulaire n'est pas nommé assurant ainsi une réelle stabilité pour envisager notamment des projets

Cette préparation de rentrée ne peut qu'être insatisfaisante car aucune suppression d'heures postes ne se justifiait : nous n'avons pas le sentiment d'être surdotés comme le pense Mme le Recteur et au contraire nous craignons réellement que ce soient les élèves, dans une académie qui concentre de réelles difficultés sociales, qui subissent une fois de plus les conséquences de ces choix politiques.

Nous demandons à Mme le Recteur de cesser cette politique de casse de l'éducation nationale dans l'Académie de Lille et de reconsidérer au plus vite la dotation allouée à notre établissement.

En responsabilité, pour toutes ces raisons nous ne pouvons que voter contre cette répartition des moyens horaires d'enseignement qui, de toute manière ne peut qu'être insatisfaisante au regard d'une dotation pour notre établissement insuffisante.

Nous appelons l'ensemble des membres du conseil d'administration à s'associer à notre protestation en votant contre également.